


## Opinion - Les menaces de guerre israéliennes contre l'Iran

Geplaatst op woensdag 19 september 2012 | 

 SHARE

La voie de l'intervention militaire contre l'Iran prônée par Israël, se base sur l'hypothèse que ce pays se dote de l'arme nucléaire. La CNAPD rappelle que le danger ne réside pas dans l'identité de l'acteur détenteur d'armes de destruction massive mais dans l'existence même de celles-ci. La Belgique, en restant silencieuse, se fait complice d'un scénario catastrophique ; alors qu'elle devrait souligner les efforts diplomatiques dont Israël reste absent.

Les menaces d'intervention militaire – en tout cas israéliennes – contre l'Iran se répètent depuis plusieurs mois, et prennent un tournant véhément depuis quelques semaines ; jusqu'à tirer les États-Unis de leur apparente torpeur pré-électorale.

Un Iran détenant la bombe nucléaire serait une catastrophe. Voilà un point sur lequel tout le monde est d'accord. Mais cette catastrophe ne réside pas dans l'acteur qui détient, détiendrait ou est suspectée de vouloir détenir la bombe nucléaire. Cette catastrophe réside dans l'existence même de cette bombe nucléaire. Une arme abjecte, illégale, dangereuse pour toute l'humanité par son existence même. Il ne peut en aucun cas être question d'acteur rationnel sur ce sujet. La raison commande un désarmement nucléaire mondial le plus rapide possible ; en ce compris Israël qui, au contraire de l'Iran, n'adhère pas au Traité de Non-prolifération, n'a pas annoncé vouloir se rendre à la conférence internationale sur une zone dénucléarisée au Moyen-Orient et est le seul pays de la région à détenir un arsenal nucléaire. Or, l'argument le plus convaincant pour lutter contre la prolifération nucléaire est de pousser au désarmement des États nucléarisés.

Vu les velléités guerrières de plus en plus pressantes d'Israël contre l'Iran, le silence de notre gouvernement est gênant. Prompt à rappeler la licéité et la légalité internationale sur d'autres sujets internationaux, ce silence officiel peut faire figure de complicité tacite aux yeux de l'opinion publique. Le moment est pourtant judicieux de rappeler qu'une quelconque intervention militaire en Iran serait totalement contre-productive et de mettre en évidence le travail diplomatique fourni. Le rôle de notre pays est de renforcer le dialogue et les négociations, seuls à même d'endiguer la prolifération et de pousser au désarmement. Le Ministre des Affaires étrangères doit rappeler l'absolue nécessité de montrer à Israël, le chemin de la table des négociations ; et tout faire pour empêcher l'Iran de la quitter.

Carlos CRESPO, Président de la CNAPD